Regroupement des militants syndicaux

Janvier 1978

Cahier du RMS n° 5

“Non au fédéralisme!
Non à la souveraineté-association!
Pour l’indépendance politique du Québec!”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Regroupement des militants syndicaux

Cahier du RMS n° 5

“Non au fédéralisme! Non à la souveraineté-association! Pour l’indépendance politique du Québec!”

Montréal : RMS, janvier 1978, 32 pp.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Publication autorisée par M. Gill le 7 janvier 2003.

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 19 août 2004 à Chicoutimi, Québec.

Sommaire

Non au fédéralisme! Non à la souveraineté-association! Pour l'indépendance du Québec!

Introduction

I. La question nationale dans le combat du RMS

- 1) Les premiers débats
- 2) La question centrale : le parti des travailleurs

II. Les origines historiques de l'oppression nationale

- 1) De la Conquête britannique à la Confédération
  - a) Les deux Canada
  - b) La rébellion de 1837-1838
  - c) La fusion des deux Canada
  - d) Les Pères de la Confédération préparent le projet confédéral
- 2) 110 ans de régime fédéraliste
  - a) La guerre de 1914-18
  - b) Le Statut de Westminster
  - c) De nouveau à la rescousse de la "mère-patrie"
  - d) L'empiètement du fédéral
  - e) Une nouvelle politique étrangère du Canada
  - f) L'enquête Tremblay
  - g) 1960 : l'équipe du tonnerre
  - h) Manifestations et répression
  - i) L'élection du PQ
  - j) La crise de l'unité canadienne

III. Indépendance et souveraineté-association : deux options opposées

- 1) Non à la "souveraineté-association". Non à un nouveau pacte canadien
- 2) Pour l'indépendance du Québec!
- 3) Le PQ à la défense de l'entreprise privée
- 4) L'indépendance est incompatible avec la politique du PQ

IV. Perspective pour le mouvement ouvrier

- 1) Un débat à mener dans nos rangs
- 2) Conférence intersyndicale sur la question nationale
- 3) Le référendum du Québec
- 4) Le référendum canadien
- 5) Non aux restrictions! Non aux étapes!
- 6) La classe ouvrière a besoin de son propre parti.

Regroupement des militants syndicaux

Cahier du RMS n° 5

**“Non au fédéralisme!
Non à la souveraineté-association!
Pour l’indépendance politique du Québec!”**

Montréal : RMS, janvier 1978, 32 pp.

[Retour à la table des matières](#)

Regroupement des militants syndicaux (RMS)

Cahier du
RMS n° 5

Non au fédéralisme !
Non à la souveraineté-association !

POUR L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC !

[Retour à la table des matières](#)

Les Cahiers du RMS
Regroupement des Militants Syndicaux (R.M.S.)
C.P. 543, Succursale Beaubien, Montréal

Les Cahiers du RMS s'attachent surtout à fournir aux militants syndicaux des textes, compte-rendus ayant trait aux principaux débats à l'intérieur du mouvement ouvrier organisé. Au centre de ces débats: l'action politique indépendante des travailleurs pour la défense de l'ensemble de leurs revendications.

DÉJÀ PARUS

- n° 1 L'action politique des syndicats et le parti des travailleurs.
- n° 2 Cahier de revendications des travailleurs organisés [CSN-FTQ-CEQ]; Contribution du RMS à l'élaboration d'un projet de programme ouvrier
- n° 3 Appel à la désignation de candidats des travailleurs sur la base des revendications ouvrières
- n° 4 Non au sommet économique! Non au contrat social! [Pour l'indépendance complète de nos organisations syndicales face au patronat et au gouvernement]

Au printemps 1977, le RMS invitait ses membres à soumettre des contributions écrites sur la question nationale pour alimenter la discussion sur cette question. L'assemblée de juin du RMS sur la question nationale donnait au Comité de coordination le mandat de rédiger un document synthèse contenant un projet de position. Le document était soumis aux membres en septembre 1977. En novembre, le RMS adoptait une position définitive et donnait à un comité de trois membres le mandat de rédiger un Cahier sur la base des documents déjà produits et de la résolution sur la question nationale adoptée à l'assemblée de novembre. Le présent Cahier est le fruit de ce travail. Sa rédaction est due à:

- Yves Archambault [APM-CEQ]
- Louis Gill [SPUQ-CSN]
- Yves Pellerin [APM-CEQ]

Janvier 1978

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Le 15 novembre 1976, par un vote massif, les travailleurs ont écarté du pouvoir le gouvernement libéral de Robert Bourassa et porté leurs espoirs vers le Parti Québécois de René Lévesque. Ils exprimaient ainsi, à la fois, leur rejet des politiques anti-ouvrières du gouvernement libéral et leur opposition au régime fédéral canadien qui maintient l'oppression nationale des québécois.

Prochainement, la population du Québec sera appelée à se prononcer sur la question nationale par voie de référendum. Les travailleurs du Québec comme les autres composantes de la population devront prendre position. En vue de cette échéance, il est de toute première importance qu'ils puissent débattre entre eux, dans leurs organisations, de cette question centrale et que le mouvement ouvrier en arrive à une position unitaire. Le RMS intervient dans le mouvement ouvrier pour qu'un tel débat s'y tienne de manière indépendante.

En novembre 1977, un an après la prise du pouvoir par le Parti Québécois, le RMS a adopté une position définitive face à la question nationale. Il s'est prononcé résolument en faveur de *l'indépendance du Québec*, rejetant toute formule de compromis avec le fédéralisme canadien, dont la formule de la « *souveraineté-association* » mise de l'avant par le PQ.

Pourquoi le RMS a-t-il adopté cette position ? Comment y est-il arrivé à travers ses débats et son action en vue de la construction du parti des travailleurs ? Quelle est pour nous la signification du vote du 15 novembre dans le cadre de la lutte plus que centenaire du peuple du Québec contre l'oppression nationale ? Comment cette lutte contre l'oppression nationale se situe-t-elle par rapport à la lutte de la classe ouvrière pour la satisfaction de l'ensemble de ses revendications et la construction de son propre parti ? Voilà les questions auxquelles cette brochure vise à apporter une réponse.

Assemblée de patriotes avec Louis-Joseph Papineau Aucune des revendications démocratiques exprimées dans la rébellion de 1837-38 ne sera satisfaite par l'Union forcée et anti-démocratique de 1867.

I - La question nationale dans le combat du RMS

1) Les premiers débats

[Retour à la table des matières](#)

L'axe central du combat du RMS est la construction du parti des travailleurs fondé sur les seules organisations que les travailleurs possèdent, leurs syndicats. Depuis sa fondation en mai 1974, le RMS a été à l'initiative de débats et d'actions spécifiques qui s'inscrivaient fondamentalement dans cette perspective et visaient à faire avancer ce projet qui est d'une importance capitale pour la classe ouvrière. Cela ne signifie pas pour autant que la question nationale ait été évacuée des préoccupations du RMS. Elle a au contraire été présente dans de nombreux débats que nous avons eus au RMS depuis sa fondation.

À l'automne 1974, et à l'hiver 1975, la question a été posée clairement à l'occasion du débat sur le document « *L'action politique des syndicats et le parti des travailleurs* », qui allait devenir le Cahier n° 1 du RMS. De nombreux militants réclamaient alors que le RMS prenne position sur la question nationale, qu'il précise l'attitude du futur parti des travailleurs face à l'indépendance du Québec. La majorité des militants du RMS considéraient cependant qu'une position définitive face à la question nationale serait l'un des points certes fort importants du programme du futur parti, dont il faudrait discuter sérieusement en temps et lieu, mais qui ne devait pas intervenir dans le cadre d'un débat sur la nécessité pour les travailleurs de s'organiser politiquement de manière indépendante.

Un an et demi plus tard, à l'automne 1976, le RMS était amené, pour la première fois, à ébaucher une position sur la question nationale.

Dans le cadre des élections du 15 novembre, le programme de la Coalition NPD-RMS, reprenant essentiellement le contenu du Cahier n° 2 du RMS à ce chapitre, disait:

« Les Québécois sont l'objet d'une oppression nationale qui tire son origine dans le vieil empire colonial britannique et qui s'exprime depuis 1867 à l'intérieur de la Confédération canadienne créée par le Parlement de Londres pour unifier ses colonies britanniques d'Amérique du Nord sous une même structure étatique.

La libération nationale des Québécois comme la conquête de tous les droits démocratiques passe par le socialisme. Seule une transformation en profondeur des structures politiques économiques et sociales permettra d'atteindre cet objectif. »

Le programme de la Coalition s'engageait à défendre « *le droit à l'autodétermination du peuple du Québec* ». Il ne se prononçait toutefois pas sur l'exercice de ce droit. Il était silencieux sur la question de l'indépendance du Québec, se limitait à rappeler que la question nationale, comme toutes les autres questions relatives aux droits démocratiques, ne pourra être réglée que par les travailleurs eux-mêmes et non par les partis bourgeois comme le PQ qui d'ailleurs avait déjà mis cette question en veilleuse au moment des élections.

2) La question centrale: le parti des travailleurs

[Retour à la table des matières](#)

En somme, depuis sa fondation, le RMS a mis l'accent d'abord et avant tout sur ce qui, objectivement, est la question centrale pour la classe ouvrière, celle de son organisation indépendante, la nécessité de la construction de son propre parti, le parti des travailleurs s'appuyant sur les organisations syndicales. Cela était d'autant plus important que le RMS était à toutes fins utiles, le seul à faire ce travail. Force nous est d'ailleurs de reconnaître que le RMS a le grand mérite d'avoir véritablement relancé ce débat dans le mouvement ouvrier.

Reconnaissant la toute première importance de cet outil indispensable qu'est le parti dans le combat pour l'émancipation complète de la classe ouvrière, y compris la levée de l'oppression nationale, le RMS a été amené à aborder la question nationale non pas directement mais par le biais de la question de l'organisation des travailleurs dans leur propre parti. Posant toujours l'indépendance de classe de la classe ouvrière comme l'axe central de ses préoccupations, comme la ligne directrice de son action, s'opposant vigoureusement à la politique du PQ qui heurtait de front cet objectif en tentant de rallier toutes les « force vives de la nation » dans son parti de collaboration de classe sous la bannière de la « libération », le RMS devait redoubler d'ardeur

pour porter le tir là où il devait être porté, c'est-à-dire sur la question de l'organisation politique autonome de la classe ouvrière, sans présumer à l'avance de la position que les travailleurs prendraient éventuellement sur la question nationale, suite à des débats qu'ils auraient parmi eux dans leur propre parti, en toute indépendance face à la bourgeoisie. En ce sens il a toujours visé à ce que la question nationale soit abordée au même titre que toutes les autres questions démocratiques et sociales, à travers la question du parti de la classe ouvrière dont ce serait l'un des éléments du programme.

Pendant toute cette période, le RMS s'est limité à énoncer certaines positions minimales comme la reconnaissance de l'oppression nationale des Québécois et le droit à l'autodétermination. Il affirmait que seuls les travailleurs pourraient régler cette question comme toutes les autres questions démocratiques, que la solution de ces questions passait par le socialisme.

Le résultat des élections du 15 novembre 1976 devait souligner avec une ampleur accrue la nécessité d'intensifier au sein du RMS les débats sur cette question afin d'en arriver à définir une position sans équivoque. Un an plus tard, en novembre dernier, au terme d'un débat de plusieurs mois, le RMS s'est prononcé clairement en faveur de l'indépendance du Québec.

Quels sont les fondements historiques de cette prise de position ?

Les « Pères de la Confédération » à la Conférence de Charlottetown en 1864

« Étant donné qu'il serait évidemment absurde de soumettre à la population les détails complexes d'une telle mesure, il ne s'agit pas d'obtenir sa sanction avant de demander au Gouvernement impérial de présenter un projet de loi au Parlement britannique. Une fois la loi adoptée sans possibilité de recours, la population apprendra vite à l'accepter. »

John A. Macdonald

« En ce moment, nous travaillons à fonder ici une grande confédération mais notre projet n'est point de la faire par la création d'institutions démocratiques, non; c'est plutôt d'aider l'élément monarchique à prendre parmi nous de plus profondes racines. [...] que la nouvelle forme de gouvernement doit être propre à accroître l'influence et le prestige des principes monarchiques dans notre système politique. »

Georges-Étienne Cartier, le 29 octobre 1864

II - Les origines historiques De l'oppression nationale

La question nationale au Québec prend ses origines dans la manière dont le Canada s'est fondé comme instrument d'oppression nationale. Pour comprendre la nature de l'oppression nationale à laquelle le peuple du Québec est soumis, il est donc nécessaire de revenir sur ces origines historiques.

1. De la conquête britannique à la Confédération

[Retour à la table des matières](#)

En 1763, la France cède définitivement le Canada à l'Angleterre. Cette dernière installe alors un régime colonial qui permettra aux marchands anglais de s'emparer du commerce des fourrures, du bois et des pêcheries et de prendre la place des entrepreneurs français. Quelques seigneurs et le clergé de l'ancien régime collaboreront avec les nouveaux maîtres mais leur influence ne sera que secondaire au niveau politique et économique.

La conquête consacre la domination et l'oppression du peuple canadien-français dont l'existence et l'identité sont désormais menacées. L'essentiel de la politique de la Grande-Bretagne, à partir de 1770, prenant appui sur les classes conservatrices dont elle obtient la loyauté, c'est la sauvegarde des intérêts de l'Empire britannique contre la menace de la révolution américaine. Celle-ci gagne des sympathies réelles dans de larges secteurs de la population canadienne alors que la classe dominante et son bras religieux cherchent à influencer la population en faveur de l'Empire.

a) Les deux Canada

[Retour à la table des matières](#)

Pour contrer la menace d'une révolution bourgeoise et d'une république, il faut consolider le régime colonial au Canada en le divisant en parties dans l'application du vieux principe « diviser pour régner ». C'est ainsi qu'en 1791, une nouvelle loi du Parlement de Londres divise le Canada en deux parties, le Bas-Canada et le Haut-Canada. Les deux Canada, suite aux réclamations de la population auront chacun une assemblée législative électorale. Toutefois cette assemblée est purement consultative, le pouvoir demeurant totalement aux mains du Gouverneur nommé par Londres et des membres des conseils législatif et exécutif nommés par lui. Ces structures politiques sont assujetties à la Prérogative Royale, c'est-à-dire au pouvoir de Londres d'accepter, de refuser ou d'imposer toute loi jugée conforme à ses intérêts (ceux de la Grande-Bretagne).

Ainsi, se développent deux entités distinctes, l'une francophone dans le Bas-Canada et l'autre anglophone dans le Haut-Canada. Le régime restant foncièrement colonial et lié aux intérêts de la Grande-Bretagne crée un vif mécontentement généralisé parmi la population du Haut et du Bas-Canada. Les paysans, les ouvriers, et les marchands se révoltent contre les lois restrictives de la propriété foncière aristocratique et cléricale, contre les lois restrictives sur le commerce et la production, contre le transfert des terres à des spéculateurs de Londres, etc..

b) La rébellion de 1837-38

Ce mouvement de révolte atteint son paroxysme dans les années 1837-38. Les revendications s'expriment dans deux mouvements distincts dans le Haut et le Bas-Canada bien que des contacts et des stratégies sur une base d'unité révolutionnaire se soient établis entre les deux groupes. En 1837, une proposition originant des révolutionnaires de Toronto avait comme perspective une véritable confédération basée sur le triomphe de la révolution et de l'indépendance de l'union d'états souverains démocratiques bourgeois:

« Les membres de la convention en Haut Canada seraient autorisés à nommer des commissaires et à rencontrer ceux qui pourraient être nommés par le Bas-Canada et les autres colonies ».

(Ryerson, Stanley Capitalisme et Confédération, p. 160)

Il s'agissait dans cette proposition d'une union venant d'en bas par opposition à une union venant d'en haut imposée par l'administration coloniale.

En 1838, Robert Nelson, au nom du Gouvernement provisoire du Bas-Canada proclame la Déclaration d'Indépendance dans laquelle il était affirmé que le peuple du Bas-Canada est absout de toute allégeance à la Grande-Bretagne. Que le Bas-Canada se déclare maintenant de fait République. Que tous les citoyens auront les mêmes droits. Que toute union entre l'Église et l'État est déclarée abolie, etc..

Dans le Haut-Canada une déclaration appelée le Septième Rapport des Grievs de l'Assemblée du Haut Canada reprenait sensiblement les mêmes revendications. Ces deux déclarations montrent bien qu'il s'agissait d'authentiques mouvements révolutionnaires démocratiques. Comme dans les autres révolutions bourgeoises à cette même époque, ce sont les masses paysannes et ouvrières qui forment les forces combattantes de la révolution. Ce phénomène coïncide d'ailleurs avec les revendications pour l'organisation des travailleurs en syndicats. Des organisations ouvrières anglaises et le mouvement chartiste appuient le mouvement révolutionnaire canadien. La London Workingmen's Association tient à Londres une assemblée spéciale sur les événements dans les colonies canadiennes et envoie un message d'appui qui associe la lutte pour la démocratie politique à celle de la classe ouvrière pour le triomphe de ses intérêts.

« C'est maintenant ou jamais que les classes ouvrières doivent porter le coup décisif en vue de leur émancipation totale ».

(Ryerson, Capitalisme et Confédération, p. 87)

Les masses, toutefois, n'ont pas de parti distinct et elles n'ont pas la direction du mouvement. L'intervention armée de la métropole mettra les dirigeants bourgeois en fuite, ou par peur des masses, convaincront ces derniers de rester fidèles à l'Empire.

c) La fusion des deux Canada

[Retour à la table des matières](#)

Par la suite, l'Acte d'Union en 1841 vient dresser l'une contre l'autre les populations anglaises et françaises en fusionnant les deux Canada et en créant une seule assemblée législative avec égalité de sièges en dépit du fait que la population française demeure majoritaire. En somme, l'Acte d'Union maintient l'oppression de base de l'ancien régime mais vise à faire diminuer la pression des masses au moment où en Europe ces dernières sont en pleine ébullition. Suite à l'Acte d'Union, les classes dominantes dans la population française se composent d'une bourgeoisie reliée à la petite entreprise et à la culture du sol, du clergé et d'un personnel politique aux services des intérêts de l'Empire.

d) Les Pères de la Confédération préparent le projet confédéral

[Retour à la table des matières](#)

En 1864, se tiennent deux conférences qualifiées de « constitutionnelles ». Ces réunions élaborées d'en haut par le personnel politique de l'Empire ne seront pas des constituantes et les promoteurs de l'union ne seront nullement mandatés par leurs populations. Elles se déroulent en plus sous le signe du secret comme le laisse entendre John A. Macdonald:

« Étant donné qu'il serait évidemment absurde de soumettre à la population les détails complexes d'une telle mesure, il ne s'agit pas d'obtenir sa sanction avant de demander au Gouvernement impérial de présenter un projet de loi au Parlement britannique. Une fois la loi adoptée sans possibilité de recours, la population apprendra vite à l'accepter ».

(Ryerson, Capitalisme et Confédération, p. 422)

Le 29 octobre 1864, Georges-Étienne Cartier, bras droit de Macdonald, ajoute:

« En ce moment, nous travaillons à fonder ici une grande confédération mais notre projet n'est point de la faire par la création d'institutions démocratiques, non; c'est plutôt d'aider l'élément monarchique à prendre parmi nous de plus profondes racines. (...) que la nouvelle forme de gouvernement doit être propre à accroître l'influence et le prestige des principes monarchiques dans notre système politique. »

(Michel Brunet, Histoire du Canada par les textes, Tome 2 p. 17-18)

Ce projet de « confédération » est donc un projet de nature impériale. L'Acte de l'Amérique du Nord Britannique crée une union fédérale sans l'avis des populations concernées. L'AANB étant une loi du Parlement de Londres, en vigueur encore aujourd'hui, tient lieu de constitution mais n'est pas une véritable constitution comme on l'entend quand on parle de la constitution française ou américaine. Aucune revendication démocratique n'est inscrite dans l'AANB. L'AANB est en fait l'instrument de l'oppression canadienne-française. L'Acte de 1867 a construit l'État canadien sur la base de cette oppression, sur le plan économique, politique, culturel, social.

L'Acte de 1867 maintient comme précédemment la main haute de Londres sur les pouvoirs exécutif et législatif: chambre haute non électorale aux niveaux fédéral et provincial dont les membres sont choisis par le gouverneur général, représentant de la reine. Celui-ci nomme également tous les juges des cours fédérales et provinciales. La Prérogative Royale est maintenue. L'AANB consacre le privilège du clergé, sur le système scolaire. L'Acte de 1867 ne satisfera aucune des revendications de 1837.

Après 1867, l'État impérial fédéral créera la province du Manitoba en 1870 et la Saskatchewan en 1885 par l'écrasement des Métis de Fort Garry (St-Boniface) et de Louis Riel et John Bruce.

2. 110 ans de régime fédéraliste

a) La guerre de 1914-18

Lors de la première guerre mondiale, la bourgeoisie canadienne volera à la défense de la Grande-Bretagne. Le gouvernement canadien instituera le service militaire forcé (la conscription) qui déclenchera, surtout en 1914, un mouvement général de protestation dans tout le Canada. Ce mouvement atteindra au Québec des moments insurrectionnels. Dans ce contexte, les membres du gouvernement proclament qu'il incombe à toutes les colonies de courir à la rescousse de la mère-patrie.

b) Le Statut de Westminster

Avec le déclin de l'Empire britannique, concédé en 1931, le Statut de Westminster semblait enfin vouloir laisser une plus grande autonomie au Canada. Pour le Canada, le Statut de Westminster abolissait la Prérogative Royale et certaines lois (défense et commerce) antérieures qui définissaient les relations avec la métropole. Mais la révolution démocratique bourgeoise n'était pas achevée pour autant; l'AANB demeurait toujours sous la juridiction du Parlement de Londres et c'est encore le cas aujourd'hui.

c) De nouveau à la rescousse de la « mère-patrie »

[Retour à la table des matières](#)

En 1942, un grand débat s'engage au Parlement canadien sur l'opportunité de fournir un don d'un milliard de dollars en vivres et matériel de guerre à la Grande-Bretagne et sur la tenue d'un plébiscite pour relever le Gouvernement de ses engagements au sujet du service militaire outre-mer.

Ce grand débat politique avait déjà commencé lors de la campagne électorale provinciale de 1939. A cette occasion s'affrontaient les forces nationalistes et autonomistes de Duplessis et les libéraux qui s'engageaient solennellement à ne jamais prôner la conscription. Les libéraux remportèrent une éclatante victoire. C'est ainsi qu'en 1942, la question de la conscription

suscita un très vif débat chez les québécois. Ces derniers se rappelaient fort bien les promesses que lui avaient faites les politiciens en 1939.

La conscription put finalement être imposée à cause de la nature anti-démocratique du Canada. En effet, en s'appuyant sur une campagne de propagande effrénée, le gouvernement libéral obtint une majorité de votes favorables à la conscription au Canada anglais, mais il subit un cinglant échec au Québec où la population vota très majoritairement contre la conscription. Peu importe, le gouvernement joua sa majorité fédérale contre la majorité du Québec et décréta la conscription.

Encore une fois l'origine de l'union confédérative forcée remontait à la surface.

d) L'empiètement du fédéral

Durant les années de guerre, le Gouvernement fédéral en profita pour empiéter sur les juridictions provinciales sous le prétexte que l'effort de guerre exigeait une très forte centralisation. C'est ainsi que le Gouvernement central institua l'assurance-chômage en 1941 et les allocations familiales en 1944. Ces mesures étaient en même temps des concessions obligées aux travailleurs. Il fallait bien que le gouvernement paye eh concessions une partie du prix de la conscription.

Après la guerre, le Gouvernement central avait l'intention de continuer à centraliser de plus en plus dans le sens des

« Pères de la Confédération qui pour la plupart favorisaient l'établissement d'une union législative, voulant réduire les gouvernements provinciaux au rang de simples conseils de comtés. »

(Michel Brunet, Histoire du Canada par les textes, Tome 2, p. 152)

L'Ontario et le Québec, en 1945-46, refusaient de céder de leurs pouvoirs et le Gouvernement fédéral conclut alors des accords séparés avec les autres provinces.

e) La nouvelle politique étrangère du Canada

[Retour à la table des matières](#)

Un autre sujet d'impasse concerne la politique étrangère du Canada suite à la deuxième Grande Guerre. La bourgeoisie canadienne a toujours donné spontanément son appui à la Grande-Bretagne dans les conflits qui la touchaient. Suite à la dernière Grande Guerre et devant l'influence considérable des États-Unis sur le plan international, la bourgeoisie sera coincée entre

ses intérêts politiques et économiques envers la mère patrie et ses intérêts économiques de plus en plus liés à ses voisins du sud.

Avec la guerre de Corée, et la participation du Canada à ce conflit, c'est l'influence de l'impérialisme américain qui commence à être déterminante. Cette influence ne cessera de s'affirmer et de s'accroître jusqu'à aujourd'hui.

f) L'enquête Tremblay

En 1953, l'enquête Tremblay créée par Duplessis avait comme mandat de scruter toute la question de l'autonomie provinciale et d'en arriver à une politique claire face aux relations fédérales provinciales. Les conclusions du rapport ne furent jamais mises en pratique, Duplessis préférant s'accommoder des nouvelles ententes fiscales qu'il avait conclues avec Ottawa. Cette tentative en vue d'aménager dans le cadre fédéral une solution au conflit Ottawa-Québec a évidemment échoué et le problème reste entier de nos jours. La crise actuelle de l'unité canadienne en est une preuve.

g) 1960: l'équipe du tonnerre

[Retour à la table des matières](#)

En 1960, l'Union nationale est battue par le Parti libéral alors sous les guides de Jean Lesage. Cette victoire marque le rejet du régime réactionnaire de Duplessis et aussi du gouvernement conservateur anti-québécois de Diefenbaker à Ottawa. Les libéraux de Lesage ont canalisé vers eux ce double rejet en l'absence d'une alternative véritable au duplessisme.

Le Parti Libéral prend le pouvoir à Québec avec un programme qui fait écho aux aspirations nationales des québécois, mais en cherchant à les contenir dans le cadre fédéral et à les détourner au profit de la bourgeoisie du Québec. Le programme du Parti Libéral à ce moment-là parle par lui-même: création du Ministère des Affaires culturelles (Office de la langue française, département du Canada français d'outre-frontières, Conseil provincial des arts, etc.).

Les libéraux sont réélus par la suite en 1962 avec le slogan « Maître chez nous » et avec comme objectif le rachat à gros prix des compagnies d'électricité. Mais alors que les aspirations sociales (grèves, etc.) et nationales (mouvement indépendantiste) s'amplifient, le gouvernement libéral montre son vrai visage et cherche à enrayer ces aspirations. Il est battu en 1966. L'Union Nationale prend le pouvoir avec une minorité de votes et une majorité de sièges. Johnson, à son tour, joue sur les aspirations nationales avec son slogan « Égalité ou indépendance », mais il ne s'agit que d'un slogan.

Durant les années soixante, apparaissent divers mouvements nationalistes tels que le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), le Ralliement national (RN), le Mouvement souveraineté-association (MSA) et finalement le Parti Québécois.

Le RIN était au début des années soixante un groupe de pression, puis il s'est transformé en parti politique et a récolté environ 6% du vote populaire avec très peu de candidats en 1966. Le parti nationaliste de droite de Gilles Grégoire, le Ralliement national récolte environ 3% du vote lors de cette même élection. Le RIN était surtout d'origine petite-bourgeoisie urbaine (médecins, professionnels, intellectuels, ...) tandis que le RN prenait sa source dans le milieu rural. La crise couve au Parti Libéral sur la question nationale. Puis c'est la scission. René Lévesque s'en va alors que le congrès du parti a rejeté son option souveraineté-association. Il fonde le MSA qui donnera naissance au Parti Québécois. Le RIN et le RN se saborderont en faveur du PQ. En 1970, le PQ récolte 24% du vote et une poignée de députés. En 1972, il ramasse 31% du vote et encore quelques députés. Enfin, le 15 novembre 1976, il prend le pouvoir avec 43% du vote et 71 députés.

Ces divers mouvements ou partis nationalistes sont nés et ont été dirigés d'abord par des éléments petits-bourgeois et repris en main par une aile dissidente du Parti Libéral. Les travailleurs n'ont jamais eu leur mot à dire dans la direction où l'orientation de ces mouvements quoique ces partis ont toujours « flirté » avec les travailleurs, prétendant défendre tout le monde, donc aussi les travailleurs.

h) Manifestations et répression

[Retour à la table des matières](#)

Parallèlement au développement des partis nationalistes, les québécois dans les années suivantes ont souvent eu l'occasion d'exprimer leur profond sentiment de rejet du fédéralisme canadien. Qu'on se rappelle les manifestations contre Donald Gordon, alors président du Canadien National, contre l'Hôtel Reine-Elizabeth, pour le McGill français, l'émeute de la St-Jean Baptiste, etc.. À cela s'ajoute la branche terroriste du mouvement indépendantiste qui s'est exprimée dans les vagues successives du FLQ à partir du milieu des années 60.

La répression du régime en place contre ces diverses expressions de rejet du fédéralisme en vue de briser la lutte contre l'oppression nationale et enrayer la montée du mouvement indépendantiste a atteint son point culminant dans la crise d'Octobre 1970 avec l'adoption de la loi des Mesures de Guerre, l'occupation du territoire québécois par l'armée canadienne et la suppression de toutes les libertés démocratiques avec toute la gamme des mesures qui en

découlent: perquisition sans mandat, arrestation et détention préventives, restrictions à la liberté d'expression et de réunion, etc..

i) L'élection du PQ

En portant le PQ au pouvoir le 15 novembre 1976, c'est non seulement le gouvernement Bourassa et ses politiques

18

réactionnaires que le peuple du Québec, et au premier plan les travailleurs, ont rejeté, c'est aussi un coup majeur qu'il a voulu porter au fédéralisme canadien, identifiant alors le PQ comme un parti dont le programme remettait en cause le fédéralisme. Pourtant, il s'avère aujourd'hui de plus en plus clair que telle n'est pas son intention véritable. Le PQ avait déjà mis au tiroir la question nationale pendant la campagne électorale, mais, quand même, faute d'alternative, les masses ont exprimé dans ce parti leurs aspirations à se débarrasser de l'oppression nationale. Le PQ patine aujourd'hui, cherche à calmer les attentes de la population et prépare un grand compromis avec Ottawa.

Le PQ est un des partis de la bourgeoisie au Québec qui est parvenue à entraîner derrière lui nombre de petits-bourgeois et des masses de travailleurs. Mais ceux-ci ne peuvent pas attendre de lui la solution. Le PQ ne veut pas et ne fera pas la libération nationale et sociale des travailleurs du Québec.

j) La crise de l'unité canadienne

[Retour à la table des matières](#)

Le problème central actuel qui ébranle le Canada dans son ensemble s'exprime dans un conflit ouvert entre une partie de la bourgeoisie au Québec et la bourgeoisie canadienne dans son ensemble. Cette confrontation est d'autant plus inopportune pour les profiteurs de ce régime que le capitalisme mondial traverse une crise majeure et que le Canada n'est pas le moins touché par cette crise.

Pour combattre les effets de cette crise et maintenir un taux de profit acceptable pour l'entreprise privée, le gouvernement central se doit d'adopter des mesures économiques centralisées pour arriver à ses fins. C'est le sens de l'adoption de la loi C-73 en octobre 1975 et l'invitation faite aux provinces de faire de même. Les efforts en vue de combattre la crise exigent un gouvernement central fort. Or, la menace de séparation du Québec heurte de front ces visées centralisatrices et déstabilise le gouvernement central. Plus

encore, en risquant de se réaliser, elle remet en cause l'existence même du reste du Canada.

La Confédération a été érigée en opposition aux échanges commerciaux nord-sud (avec les États-Unis) en imposant les échanges est-ouest, mais l'opération n'a pas réussi et elle est de plus en plus compromise. La séparation du Québec remettrait davantage en cause ce principe et pourrait provoquer une réorientation des échanges dans le sens nord-sud pour l'ensemble des provinces, brisant ainsi de manière définitive les bases économiques de l'État canadien. C'est cette menace d'éclatement que la bourgeoisie canadienne craint et qui l'amènera à accepter une nouvelle forme d'association économique avec le Québec pour éviter le pire. C'est aussi la formule qu'envisage de plus en plus clairement le gouvernement Lévesque, celle de la souveraineté-association.

Claude Morin, ministre des
Affaires Intergouvernementales

« Si le gouvernement central veut nous concéder un petit acompte et nous céder un certain nombre de pouvoirs que le Québec réclame depuis longtemps, sans demander en retour la cession de pouvoirs provinciaux qui lui permettraient d'établir sa juridiction sur des matières comme la langue d'enseignement ou que sais-je encore, eh bien, nous sommes prêts à aller discuter. » (DEVOIR du 23 janvier 1978)

Il s'agit, en somme, pour la bourgeoisie pan-canadienne (au Québec comme dans le reste du Canada) de faire face aux revendications nationales des québécois tout en évitant l'éclatement comme tel du Canada. C'est une entreprise qui est irrémédiablement vouée à l'échec, même si le PQ s'offre pour lui prêter son concours.

III – Indépendance et souveraineté-association : deux options opposées

Contre tous les défenseurs du régime fédéral canadien qui redoublent d'ardeur depuis le 15 novembre 1976 pour maintenir un « Canada uni », le RMS met de l'avant le mot d'ordre de l'indépendance du Québec, mot d'ordre qui incarne l'aspiration des masses à se libérer de l'oppression nationale, qui canalise cette aspiration dans une lutte frontale contre l'instrument de cette oppression qu'est la Confédération canadienne.

1) Non à la « souveraineté-association » Non à un nouveau pacte canadien

[Retour à la table des matières](#)

Le RMS rejette la « souveraineté-association » prônée par le PQ; il rejette toute formule de compromis avec le fédéralisme canadien, toute formule de « fédéralisme renouvelé ». tout engagement dans une prétendue « troisième voie », conduisant à une simple redéfinition des pouvoirs à l'intérieur d'une nouvelle confédération canadienne.

La « souveraineté-association » prônée par le PQ n'est pas d'équivalent de l'indépendance. La « souveraineté-association » ne s'attaque pas à l'instrument central de la domination de la classe ouvrière et de l'oppression nationale du peuple du Québec qu'est l'État fédéral au Canada. Elle le maintient en tentant simplement de redéfinir ses pouvoirs. Le projet du gouvernement Lévesque se limite ainsi à l'objectif d'un nouveau compromis négocié avec l'État canadien. A l'occasion du référendum, il tentera inévitablement d'obtenir de la population du Québec un mandat de négocier ce nouveau compromis.

Le projet de « souveraineté-association » permet en quelque sorte de reconstruire le pacte canadien en lui donnant un contenu modifié qui maintient

en place l'État fédéral, l'instrument privilégié de domination de la classe ouvrière « from coast to coast » et de l'oppression nationale du peuple du Québec. La « souveraineté-association » proposée par le PQ n'a rien à voir avec l'indépendance du Québec. Sur le fond, elle n'est rien d'autre que la formulation en des termes en apparence plus radicaux du « fédéralisme renouvelé » mis de l'avant par le Parti Libéral ou de la « troisième voie » évoquée comme formule de dernier ressort par tous les défenseurs acharnés d'un « Canada uni » dont un grand nombre ont livré leur message devant la Commission Pépin-Robarts. D'ailleurs, René Lévesque lui-même a fait publiquement ce rapprochement entre la formule de la « souveraineté-association » et celle d'une « vraie » Confédération.

2) Pour l'indépendance du Québec !

[Retour à la table des matières](#)

Contre la formule d'un nouveau compromis négocié, quelque soit le nom qu'on lui donne (souveraineté-association, troisième option ou fédéralisme renouvelé), le mot d'ordre de l'indépendance du Québec signifie le rejet complet du fédéralisme canadien, la séparation politique, la récupération de tous les pouvoirs politiques et économiques sans exception.

Cet État pour être souverain doit détenir tous les pouvoirs politiques et économiques. Il doit pouvoir décider lui-même sans tutelle économique et politique de qui que ce soit, de son avenir politique, économique et social. Cela exige qu'il assume le plein contrôle de toutes les décisions concernant au minimum, les secteurs décisifs de l'économie, comme l'exploitation du sol et du sous-sol, l'extraction des ressources naturelles, c'est-à-dire minières, forestières et énergétiques, la transformation de ces ressources, le crédit, la finance et les banques, les relations économiques et politiques avec l'étranger. Un tel contrôle, correspondant en tout point aux revendications formulées depuis des années par les travailleurs dans leurs organisations (voir Cahier n° 2 du RMS) s'oppose diamétralement aux intérêts de l'entreprise privée, petite, moyenne ou grosse, nationale ou multinationale.

Un tel contrôle exige :

« L'élimination de l'entreprise privée du domaine de l'exploitation des ressources naturelles.

L'abolition des concessions minières et forestières.

Dans le domaine de la forêt, élimination des intermédiaires [courtiers, marchands de bois] dont les tâches seraient assurées par une société d'État unique et intégrée lune REXFOR transformée].

La nationalisation des compagnies d'assurance-vie et d'assurance -automobile.

La nationalisation des compagnies de service public comme Bell Canada et les compagnies qui l'approvisionnent.

L'interruption de toute subvention à l'entreprise privée et de tout privilège fiscal.

L'abolition des compagnies de finance et la mise sur pied d'une régie étatique de crédit à la consommation offrant des prêts à des taux d'intérêt raisonnables. »

(Cahier n° 2 du RMS, Cahier de revendications des travailleurs organisés CSN-FTQ-CEQ, pp. 50-53)

À ces nationalisations nécessaires s'ajoute celle du secteur clef qu'est le système bancaire (cela exclut, bien entendu, la nationalisation des dépôts qui demeurent la propriété des épargnants). Il va sans dire que ces entreprises dont la nationalisation s'impose, ont déjà été payées des dizaines sinon des centaines de fois à même les profits réalisés sur plusieurs années et à même les généreuses subventions reçues de l'État, sans compter les ressources qu'elles ont pillées; elles doivent être nationalisées *sans indemnisation*.

3) Le PQ à la défense de l'entreprise privée

[Retour à la table des matières](#)

Il est clair que le gouvernement Lévesque n'est pas engagé et ne s'engagera pas dans la voie de la constitution d'un tel état souverain, qu'il ne combattra pas pour un Québec véritablement indépendant, réunissant les pouvoirs essentiels sans lesquels il ne peut mettre de l'avant des politiques conduisant à la satisfaction des revendications des travailleurs.

Le gouvernement Lévesque a rejeté l'objectif de l'indépendance; il a opté pour la souveraineté-association, pour la définition d'un nouveau pacte canadien qui laissera intacte et même renforcera l'emprise de l'entreprise privée nationale ou étrangère, sur l'économie. Après un peu plus d'un an de pouvoir, il a d'ailleurs déjà pleinement démontré cette orientation; les faits sont nombreux pour l'illustrer:

- la loi de l'assurance-automobile qui ne touche pas aux compagnies privées et qui ne répond pas aux demandes des travailleurs

- la politique de l'amiante qui propose la nationalisation *avec indemnisation* à prix d'or de l'Abestos Corporation (les parts initialement de \$20. sont grimpées à plus de \$40. après l'annonce de la nationalisation et risquent d'atteindre \$60. au moment du rachat) et qui ne touche pas la propriété des mines ni au géant de l'extraction et de la production qu'est Johns-Mainville

- La politique de relance et de modernisation de l'industrie des pâtes et papier annoncée par le ministre Yves Bérubé qui prévoit des investissements de 6 milliards répartis sur 10 ans avec une participation gouvernementale

allant jusqu'à 30% de ce montant. Comme l'a annoncé le ministre, en dépit d'un apport de capitaux gouvernementaux de près de 2 milliards, il n'est nullement question que REXFOR prenne le contrôle de l'industrie. Ces 2 milliards constitueront un appui financier gouvernemental pur et simple à des entreprises qui ont réalisé pendant des années des profits énormes, refusant par ailleurs d'entretenir convenablement leurs équipements et les laissant se détériorer pour ensuite former leurs portes (ex. Wayagamack de Cap-de-la-Madeleine).

- Dans le domaine de l'énergie, l'orientation du gouvernement Lévesque en est une de maintien et de renforcement de l'entreprise privée, comme dans tous les autres domaines. Se plaçant en deçà des propositions du rapport Marier élaborées sous le régime libéral, le gouvernement Lévesque ne favorise pas la prise de contrôle de Gaz Métropolitain par la société d'État SOQUIP. C'est à la société privée Gaz Métropolitain, vraisemblablement de concert avec la Trans-Canada Pipe Line que le gouvernement confiera la responsabilité de réaliser le réseau de distribution de gaz dans la vallée du Saint-Laurent de Bécancour à Québec et à qui le gouvernement assurera ainsi des profits énormes.

- Dans tous les domaines de l'activité économique, les politiques du gouvernement Lévesque sont des politiques de soutien à l'entreprise privée, au régime du profit. Cela est vrai également en matière de politique internationale. À titre d'exemple, le premier ministre Lévesque, démentant en cela toutes ses déclarations pré-électorales, n'a-t-il pas clairement établi son intention de voir le Québec « souverain-associé » mettre sur pied sa propre armée et participer aux organisations de défense que sont l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) et NORAD (Commandement de la défense nord-américaine), organisations de défense du monde capitaliste, dominées par les États-Unis ? N'est-ce pas là une marque évidente du véritable contenu de la souveraineté-association proposée par le gouvernement Lévesque ? N'est-ce pas là une démonstration claire de l'incapacité de ce gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent pour résoudre véritablement la question nationale ? Et ce ne sont là que quelques exemples.

Le gouvernement Lévesque a aussi d'ores et déjà démontré qu'il n'est pas engagé dans la voie des solutions nécessaires à la satisfaction de l'ensemble des revendications démocratiques et sociales des travailleurs. Les faits sont là pour en témoigner:

- chômage (plus de 11% au Québec) c'est-à-dire près de 400,000 chômeurs officiels;

- mises à pied, fermetures et menaces de fermeture d'usines (Wayagamack, Questeel, Domtar d'East Angus);

- grèves interminables (Uniroyal, CEC, Radio Mutuel, Commonwealth Plywood) avec recours aux scabs et aux fiers-à-bras;

- attaques aux libertés démocratiques (loi n° 2 sur le financement des partis politiques, projet de loi 92 sur les consultations populaires);

- négation de droits fondamentaux comme le droit à l'avortement libre et gratuit;

- attaques aux conquêtes sociales dans la santé et l'éducation - attaques au droit de grève et à l'indépendance des syndicats (loi 45).

4) L'indépendance est incompatible avec la politique du PQ

[Retour à la table des matières](#)

La réalisation de l'indépendance du Québec, la constitution d'un État séparé, réunissant *tous* les pouvoirs politiques et économiques dans le sens des intérêts des travailleurs, est un objectif opposé aux fondements mêmes de la politique défendue par le PQ. Le PQ ne réalisera jamais l'indépendance du Québec. Le PQ défend avec acharnement le maintien d'un Canada uni à l'intérieur duquel il ne vise qu'une nouvelle répartition des pouvoirs.

L'indépendance du Québec est nécessaire pour briser la Confédération canadienne, instrument de domination de la classe ouvrière et de l'oppression nationale du peuple du Québec. La *souveraineté-association abdique devant cet objectif*, tout en laissant croire qu'elle apporte la solution objectivement nécessaire à la défense des intérêts des travailleurs, c'est-à-dire l'indépendance.

Les travailleurs ne peuvent pas plus compter sur le PQ pour apporter une solution à la question nationale qu'ils ne peuvent compter sur lui pour la défense de l'ensemble de leurs revendications.

IV – Perspectives pour le mouvement ouvrier

1) Un débat à mener dans nos rangs

Le mouvement ouvrier a déjà amorcé une réflexion sur la question nationale. Les trois centrales, à ce jour, ont adopté, dans leurs instances respectives, plusieurs résolutions sur cette question. A des degrés divers ces résolutions se portaient à la défense du droit démocratique des québécois à s'autodéterminer, jusqu'à leur droit à se constituer en nation indépendante.

Entre autres, au congrès de la CEQ en 1972, les délégués ont adopté, à très forte majorité, une proposition en faveur de l'indépendance du Québec et ce, à leur propre compte, c'est-à-dire sans engager par ce vote les syndiqués qu'ils représentaient.

A la CSN, en 1972, le rapport du « comité des douze » chargé de l'évaluation des débats sur le document « Ne comptons que sur nos propres moyens », proposait que « *l'importante question de l'indépendance du Québec soit l'objet d'un débat spécial* ». Le Conseil Confédéral suivant devait mettre de l'avant la perspective d'un référendum sur l'indépendance dans les rangs de la CSN, projet qui par la suite a été laissé de côté. La même année, le congrès du Conseil Central de Montréal de la CSN (CCSNM) se prononçait en faveur de l'indépendance du Québec et entendait « *agir énergiquement en faveur de cette cause* ».

2) Conférence intersyndicale sur la question nationale

[Retour à la table des matières](#)

Aujourd'hui, le besoin de débattre cette question s'exprime de plus en plus à l'intérieur des trois centrales (CSN, FTQ et CEQ). A son congrès de novembre 1977, la FTQ a résolu d'ouvrir un large débat sur la question nationale et de convoquer éventuellement un congrès spécial pour prendre position. À la CSN, le Bureau confédéral a remis sur pied le Comité d'orientation de la centrale et lui a donné le mandat d'élaborer un projet de

position. A la CEQ, la question est à l'ordre du jour du congrès de juin 1978. Par ailleurs, dans son message du Nouvel An 1978, le président Yvon Charbonneau a proposé la tenue d'une Conférence intersyndicale « *sur les questions économique et nationale... préparée par un large débat à la base, dans chaque centrale* ». Cette perspective a déjà été appuyée par l'assemblée générale de janvier 1978 du Conseil Central de Montréal de la CSN. Le CCSNM a d'ailleurs mis sur pied en novembre 1977 un comité sur la question nationale afin d'organiser le débat dans ses rangs. Le comité doit soumettre un rapport au Congrès d'avril 1978. Un congrès spécial pourrait être convoqué pour l'adoption d'une position finale qui pourrait par la suite être amenée à la Conférence intersyndicale projetée comme aboutissement du processus de discussion à l'intérieur du mouvement.

L'ensemble du mouvement ouvrier doit appuyer cette perspective et tout mettre en oeuvre pour qu'elle se réalise. C'est la seule manière pour le mouvement ouvrier de combattre la division sur cette question et d'en arriver à adopter, en toute indépendance, une position unitaire. Le RMS interviendra pour que cette perspective se réalise. Il défendra dans le cadre de ce débat le mot d'ordre de l'indépendance du Québec contre tous ceux qui sous une forme ou sous une autre ont un intérêt au maintien d'un « Canada uni ».

Ce débat doit être organisé sans délai. Déjà le gouvernement Lévesque prépare son référendum. Déjà il défend son option de la souveraineté-association. Déjà les apôtres des autres formules de défense du fédéralisme se regroupent pour faire échec à la montée de l'aspiration des travailleurs du Québec à l'indépendance.

3) Le référendum du Québec

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement ouvrier doit pouvoir s'exprimer de manière autonome dans la campagne pour le référendum et y défendre en toute indépendance ses positions propres. En ce sens, il doit s'opposer au projet de loi 92 sur les consultations populaires (dont le référendum), projet de loi fondamentalement anti-démocratique du gouvernement Lévesque qui nie au mouvement ouvrier son droit d'expression autonome.

En effet, ce projet de loi prévoit forcer toute organisation à faire connaître sa position uniquement par le biais de sa participation à un comité national regroupant les personnes ou organisations d'accord avec l'une ou l'autre des deux solutions possibles à la question soumise au référendum. Les organisations ouvrières qui refuseraient de se joindre à des organisations bourgeoises à l'intérieur d'un comité national, qui voudraient s'exprimer de manière autonome et dépenser les sommes d'argent à cet effet, ne peuvent pas le faire dans le cadre du projet de loi 92. Cela est une mesure anti-démocratique tout à fait inadmissible dont le mouvement ouvrier doit exiger le retrait immédiat.

4) Le référendum canadien

Face à l'aspiration légitime des québécois à décider de leur avenir politique, le Premier ministre Trudeau, porte-parole de la Confédération a annoncé son intention de tenir un référendum pan-canadien sur la question de l'indépendance du Québec.

Le mouvement ouvrier doit condamner ce projet comme un projet anti-démocratique qui nie le droit fondamental des québécois de décider pour eux-mêmes.

Le droit à l'autodétermination est un droit démocratique qui appartient à tout peuple. Demander à l'ensemble des canadiens de décider de l'avenir politique du Québec c'est nier totalement ce droit démocratique du peuple québécois de décider pour lui-même.

5) Non aux restrictions! Non aux étapes!

[Retour à la table des matières](#)

La lutte contre l'oppression nationale n'est pas une lutte séparée de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation complète; elle en fait partie intégrante. En ce sens, cette lutte ne se divise pas en étapes séparées, une première étape, dite de « libération nationale », suivie d'une deuxième étape de libération sociale où se mènerait le combat pour la satisfaction des revendications. La classe ouvrière n'a donc pas à accepter de restrictions à ses revendications au nom d'un quelconque intérêt national, dans une prétendue première étape. C'est pourtant ce que lui a demandé jusqu'ici le gouvernement Lévesque et ce qu'il continuera inévitablement lui demander en exhortant les travailleurs à se montrer plus raisonnables, à signer en quelque sorte un contrat social avec les « partenaires sociaux » comme il espérait le faire en convoquant le sommet économique de La Malbaie en mai 1977 et les mini-sommets de l'automne 1977. De plus en plus de travailleurs, à partir de leurs expériences ou de celles qu'ils ont sous les yeux, refusent ces restrictions à leurs revendications. Ils sont de plus en plus nombreux à refuser désormais de soutenir le gouvernement Lévesque, de payer ce soutien par la perte de leur emploi, par des reculs sur leurs acquis et des atteintes à leurs droits fondamentaux.

6) La classe ouvrière a besoin de son propre parti

[Retour à la table des matières](#)

L'option claire que doit prendre le mouvement ouvrier en faveur de l'indépendance du Québec ne signifie donc pas qu'il doive abdiquer en faveur du PQ, qu'il doive confier à d'autres qu'à lui-même, ne serait-ce que dans une première étape, le soin de défendre ses propres intérêts, qu'il doive mettre de côté, temporairement, le travail de construction de son propre parti.

Le gouvernement Lévesque sait très bien que le mouvement ouvrier risque de s'emparer de la question nationale et se porter à la défense de ses revendications sur la scène politique de façon autonome en construisant son propre parti. Il s'est donc attaqué très tôt à restreindre l'autonomie et la liberté des organisations ouvrières en adoptant, en août 1977, la loi 2 qui sous le couvert de « faire *le ménage dans les caisses électorales* », interdit aux organisations qui appartiennent aux travailleurs, les syndicats, de financer des candidats qu'ils désigneraient ou un parti qu'ils décideraient démocratiquement de construire.

Il faut réclamer le retrait sans condition de cette loi anti-démocratique qui interdit purement et simplement au mouvement ouvrier de faire de la politique à son propre compte.

Il ne saurait exister de substituts à l'organisation politique autonome de la classe ouvrière. Seul le mouvement ouvrier a intérêt à ce que ses revendications soient défendues jusqu'au bout; il est le seul à pouvoir les défendre et ne peut vraiment les défendre que s'il est organisé politiquement. Cela est vrai de toutes les questions qui les concernent et en particulier de la question nationale que le PQ est incapable de résoudre comme il l'a d'ores et déjà démontré.

Le mouvement ouvrier ne peut laisser au PQ le monopole d'une question qu'il est incapable de résoudre. En reprenant à son compte le mot d'ordre de l'indépendance du Québec, il devra prendre sur lui seul la responsabilité de mener, de manière organisée, la lutte sur ce mot d'ordre comme sur toutes les questions qui le concernent.

Pour en finir avec l'exploitation !
Pour en finir avec l'oppression nationale
Construisons le Parti des travailleurs fondé sur les syndicats !
Pour la satisfaction de toutes les revendications
Pour l'indépendance du Québec !

Que le mouvement ouvrier convoque
une Conférence intersyndicale
sur la question nationale

VERS LA CONFERENCE NATIONALE SUR LA CONSTRUCTION DU PARTI DES TRAVAILLEURS MONTREAL MAI 78

Le Regroupement des Militants Syndicaux (RMS) convoque pour le mois de mai 1978 à Montréal, une Conférence Nationale sur le thème « La construction du parti des travailleurs ». Cette Conférence sera précédée de conférences préparatoires dans plusieurs régions du Québec dont:

Trois-Rivières-Mauricie, Abitibi-Témiscamingue, Laurentides-Joliette, Sherbrooke-Thetford-Mines, Rimouski-Gaspésie, Sept-Iles-Côte Nord, Montréal, Québec.

**RMS
REGROUPEMENT DES MILITANTS SYNDICAUX
C.P. 543 Station Beaubien, Montréal.**

Fin du texte.